

1925

—

VI

## L'ISLAM ET LE MAROC

---

Depuis que je vous ai parlé de l'Islam marocain il y a un an, de graves événements se sont produits dans le monde musulman qui, sans atteindre directement le Maroc, y ont eu cependant une répercussion inévitable et y ont causé l'émotion que procure toujours chez un peuple éminemment traditionnaliste la fin d'une tradition plusieurs fois séculaire.

Le 3 mars 1924, la grande assemblée d'Angora supprimait le Califat et renvoyait le Calife, purement et simplement. Ainsi disparaissaient en même temps le Califat turc et la souveraineté de la famille d'Othman. L'Homme malade, comme on appelait déjà depuis bien des années le Sultan de Constantinople, l'ancien Grand Turc, a disparu sans bruit dans l'évolution qui le rendait inutile. Il y aurait certainement beaucoup à dire sur les conséquences de cette disparition et, plus encore, sur l'état d'esprit qui a permis un changement aussi radical, mais cela nous éloignerait trop du Maroc. Je puis ajouter, cependant, que certains hommes d'État turcs avaient depuis longtemps compris que leur

pays devait évoluer et entrer franchement dans le mouvement du progrès européen, sous peine d'être débordé.

En 1869, Fuad Pacha, qui avait été ministre des Affaires étrangères de Turquie, écrivait au Sultan Abdulaziz, sous forme de lettre d'adieu, un véritable testament politique dans lequel il lui disait que le trône d'Othman était en danger et qu'il fallait renoncer aux anciens errements qui ne pouvaient conduire qu'à la ruine.

Fuad Pacha était à ce moment à Nice, où il est mort peu après avoir écrit cette lettre. Il avait accompagné le Sultan Abdulaziz à Paris, en 1867 : une anecdote assez peu connue, je crois, se rattache à ce voyage.

Napoléon III avait invité à venir à l'Exposition universelle de 1867 tous les souverains du monde, parmi eux le Sultan de Constantinople. Abdulaziz lui répondit qu'à son grand regret il ne pouvait accepter, parce que, disait-il, la loi religieuse interdit au calife de quitter le territoire de l'Islam. L'Empereur tourna cette interdiction en donnant à l'Islam le territoire de la France et le Sultan Abdulaziz put visiter l'Exposition en 1867.

Je ne sache pas que la décision impériale ait été rapportée depuis.

Le Califat avait été déjà étudié avant sa disparition : on avait le plus souvent reconnu à cette institution une importance de principe qu'elle n'a jamais eue en réalité. Depuis la suppression du Califat, la question a été reprise et j'ai, moi-même, fait une petite étude à ce sujet au point de vue spécial du Maroc qui nous intéresse davantage : je ne veux pas vous la rapporter ici dans son entier, et je vous donnerai seulement les conclusions auxquelles je suis arrivé. Après avoir suivi le titre de Calife à travers l'histoire musulmane, je crois pouvoir affirmer que ce titre a toujours été, pour les différents souverains musulmans, une sorte d'idéal à la fois religieux et politique vers lequel ils tendaient pour augmenter leur puissance et consacrer leur souveraineté.

Ils prenaient ce titre non pas en vertu d'un droit, mais lorsqu'ils étaient assez forts pour pouvoir le prendre et pour obliger les autres à le leur reconnaître. En un mot, ce n'était pas le titre de Calife qui donnait la puissance, mais la force dont disposait un souverain musulman qui lui permettait de devenir Calife et de le rester. Sans parler des nombreux souverains d'Andalousie, du Maroc, d'Égypte et même de Tunisie, qui ont pris le titre de Calife sans appuyer cette prétention sur des droits bien établis, la manière plutôt extra légale dont Sélim I<sup>er</sup>, Sultan de Constantinople, s'est attribué ce titre, en 1517, au moyen d'une délégation, plus ou moins authentique, du dernier Calife Abbaside, montre bien que le Califat, s'il est l'expression d'un idéal, est plutôt l'expression d'un idéal de force matérielle que d'un idéal religieux basé sur un droit d'essence divine. Ce qui faisait le prestige du Calife de Constantinople sur toutes les populations musulmanes ce n'était pas d'être le représentant du Prophète, mais c'était la force militaire et la richesse qu'on lui supposait et qui devaient le rendre capable de défendre utilement l'Islam contre les puissances européennes ou, tout au moins, d'intervenir en sa faveur et d'empêcher son asservissement.

D'autre part, le côté religieux du Califat rendait difficiles les tractations avec les puissances chrétiennes ; le Calife, représentant du Prophète, devait se considérer comme au-dessus des autres souverains et l'obligation de tout rapporter aux principes de la loi musulmane lui imposait une intransigeance qui ne permettait pas la réciprocité de traitement indispensable à la plupart des accords qui ne sont pas imposés par la force.

Lorsqu'il fut évident que ni la puissance militaire ni la richesse de la Turquie n'étaient augmentées par le Califat, que de plus l'évolution politique et le développement économique du pays étaient gênés par le caractère religieux du Calife et par les obligations qu'il lui imposait, en un mot, que l'idéal qu'il incarnait non seulement était irréalisable, mais qu'il était un obstacle aux réa-

lisations pratiques que la vie moderne rend indispensables aux nations qui ne veulent pas disparaître, le Calife et le Califat ont été sacrifiés. Cela ne veut pas dire que les Turcs ne sont pas restés musulmans ; mais ils ont compris que l'on pouvait, à la fois, croire à l'unité de Dieu et à la mission du Prophète et vivre dans le monde. Cette confusion du sens pratique de la vie et de la foi religieuse n'est d'ailleurs pas une nouveauté : la plupart du temps les explosions de fanatisme sont causées par des intérêts matériels qui se croient menacés et qui n'ont rien à voir avec le sentiment religieux lui-même.

Le fait que l'organisation des états musulmans semble avoir pour base la seule foi religieuse, nous incite à penser généralement que tous les actes des populations musulmanes sont dirigés par la religion. Ce qui peut augmenter encore ce sentiment chez nous, c'est que tous les obstacles que nous avons toujours rencontrés dans nos tentatives de pénétration ou de réformes et dans nos entreprises dans les pays musulmans, toutes les impossibilités qui nous ont été opposées, avaient comme prétexte des prescriptions religieuses quelconques, la crainte de froisser les sentiments religieux des populations et de causer ainsi des soulèvements. Combien de fois a-t-on pu se rendre compte que des révoltes avaient été provoquées pour empêcher certaines mesures qui auraient lésé les intérêts plus ou moins justifiés de tel ou tel personnage ou qui venaient à l'encontre d'une organisation économique qui nous paraissait défectueuse, ou que nous ignorions, mais dont vivait souvent toute une population depuis un long temps. On peut donc dire que le plus souvent un mouvement de résistance ou de révolte qui chez nous est considéré comme de forme sociale, est considéré dans les états musulmans comme un mouvement religieux, parce que la religion en est le prétexte ou le moyen. Nos guerres de religion présentent, d'ailleurs, les mêmes caractères.

Ce qui nous arrive à ce sujet me rappelle un passage du *Maroc*

de Loti, où il parle du rêve mystique dans lequel était perdu un Chérif sur la terrasse de sa maison centenaire. J'ai beaucoup connu ce chérif ; la maison centenaire, qui paraissait vieille parce qu'elle était mal entretenue, avait été bâtie par le père du personnage qui recevait Loti et avait à peine vingt-cinq ans. Quant au Chérif lui-même, beau cavalier, tireur remarquable, c'était un simple bandit, d'apparence d'ailleurs très aristocratique, mais parfaitement incapable d'un rêve mystique quelconque. Son seul idéal était l'argent et tous les moyens lui étaient bons pour s'en procurer. Un de ces moyens consistait à se renseigner sur les gens riches et âgés des tribus environnantes. Il faisait alors établir, par des scribes à sa dévotion, des actes authentiques par lesquels ces vieillards lui devaient des sommes proportionnées à leur fortune, et il attendait paisiblement la mort de ces débiteurs sans le savoir. Lorsque l'un d'eux mourait, le Chérif mystique, armé d'un titre régulier, réclamait son dû et, comme il était bien en cour et savait faire les sacrifices nécessaires, il était payé, mais comme c'était aussi un très grand seigneur, il abandonnait toujours une partie de sa dette aux héritiers qui ne pouvaient que le comber de bénédictions, tout en sachant très bien à quoi s'en tenir.

Pendant ma longue carrière marocaine j'en ai vu bien d'autres : je les raconterai peut-être un jour ; mais ceci est une autre histoire.

Loti n'a jamais su combien le Chérif avait intrigué pour obtenir non pas sa visite à lui, mais celle de l'Ambassade française dont il faisait partie ; il espérait augmenter ainsi son prestige et, en secret, il ambitionnait la protection française, à l'abri de laquelle il pensait pouvoir étendre le cercle de ses fructueuses opérations. Tout cela, d'ailleurs, ne l'empêchait pas de laisser entendre, sous les formes de la plus haute courtoisie, qu'il se compromettait, qu'il se commettait même un peu en recevant des chrétiens en plein jour dans sa sainte maison.

Il semble donc qu'il ne faille pas se laisser trop complètement hypnotiser par l'apparence purement religieuse et idéale des sociétés musulmanes. L'Islam est devenu, pour ainsi dire, le véhicule des instincts, des aspirations, des besoins et des passions des nombreuses populations qui pratiquent cette religion ; mais comme on l'a déjà dit souvent, la religion elle-même, sans être modifiée dans son dogme, a cependant reçu l'empreinte des civilisations auxquelles elle s'est superposée, de telle sorte que les sentiments des différents pays musulmans ne sont pas identiques, tout en étant toujours exprimés sous une apparence islamique. D'autre part, il est évident qu'un sentiment qui est général à tous les pays de l'Islam s'est progressivement formé : c'est l'idéal musulman lui-même, qui donnait à tous ces pays de races, de mœurs et d'éducation différentes, une certaine unité spirituelle, qui se manifestait par des moyens différents, mais avec la même apparence superficielle. C'est-à-dire que toutes ces manifestations se produisaient au nom de l'Islam, même quand elles étaient en réalité d'ordre politique ou économique. La Turquie paraît avoir, en partie, rompu avec ces errements et avoir fait un effort pour se laïciser, de façon à n'être pas gênée dans ses aspirations politiques et économiques par les prescriptions religieuses.

Je disais tout à l'heure, que le titre de Calife était, pour les souverains musulmans, une sorte d'idéal qui devait augmenter leur prestige et qu'ils n'y parvenaient que lorsqu'ils avaient la puissance matérielle nécessaire. Cette puissance matérielle n'était pas autre chose qu'une partie de celle de l'Islam lui-même et on arrive ainsi à conclure que la réalisation de l'idéal musulman n'était possible qu'avec une puissance matérielle, pour laquelle le principe religieux était un moyen plutôt qu'un but. Les procédés qui permettaient d'obtenir cette puissance matérielle économique et militaire ont forcément varié selon les époques et ont dû se modifier selon les circonstances. Il y a eu, d'une façon

générale, trois grandes périodes dans l'histoire de l'Islam. Première période, formation des territoires musulmans par la conversion et la conquête ; deuxième période, organisation des territoires islamisés ; troisième période, défense de ces territoires contre les empiètements étrangers.

En ce qui concerne le Maroc, nous avons vu que l'Islam, qui fait aujourd'hui partie intégrante de l'organisme social du pays, ne s'y est pas installé sans des luttes qui ont duré plusieurs siècles. La vision romantique de brillantes chevauchées de cavaliers arabes apportant aux Berbères ravis la parole de Dieu peut être séduisante ; mais la vérité est plus prosaïque et beaucoup moins simple.

Sans doute, les Arabes étaient poussés par un sentiment religieux et par le désir de faire reconnaître par les populations infidèles qu'il n'y a qu'un seul Dieu et que Mohammed est son Prophète. Mais ce prosélytisme était excité surtout par l'espoir d'un riche butin.

Parallèlement au côté purement religieux, se trouvait l'utilisation de la religion nouvelle et le sentiment utilitaire que si cette religion devait assurer aux croyants toutes les joies du paradis après leur mort, elle devait assurer également aux convertisseurs, de leur vivant, toutes les joies de ce monde. En un mot, les Arabes n'entendaient pas travailler pour rien et se faisaient payer au comptant leur part sur les bénéfices futurs de la parole de vérité qu'ils apportaient.

Nous avons suivi, l'année dernière, les différentes étapes de la conversion du Maroc à l'Islam ; nous avons vu, qu'auparavant déjà, la colonisation du pays, ébauchée par les Phéniciens et par les Carthaginois, développée par les Romains et par les Byzantins, avait été tentée également par les Chrétiens et par les Juifs d'Espagne.

Il semble même que des rivalités d'intérêts, dissimulés comme cela arrive souvent sous l'apparence de sentiments religieux,

avaient provoqué des conflits au septième siècle, entre les Juifs d'Espagne et le clergé Visigoth.

Des relations commerciales s'étaient établies entre l'Espagne et le Maroc par l'intermédiaire des Juifs des deux pays. On ne sait malheureusement rien sur l'importance de ce mouvement économique, ni sur le rôle qui y a été joué respectivement par les uns et par les autres. On peut supposer que les Visigoths ont cherché à se servir des Juifs pour pénétrer au Maroc et que les Juifs d'Espagne ont voulu se servir des Juifs du Maroc et des Berbères pour se débarrasser des Visigoths, ou tout au moins, pour prendre dans le royaume une situation prépondérante. Ce qui vient à l'appui de cette hypothèse c'est qu'il y a eu, à cette époque en Espagne, plusieurs persécutions contre les Juifs, qui ont été presque anéantis.

Ces tentatives de pénétration économique du Maroc par l'Espagne se seraient sans doute renouvelées et, très probablement, se seraient transformées progressivement en pénétration politique, si elles n'avaient été arrêtées par un fait nouveau qui a modifié profondément, non seulement les relations entre l'Espagne et le Maroc, mais l'organisation même de ces deux pays.

L'Islam qui, dès l'an 22 de l'hégire, avait pénétré en Tripolitaine avec Amr Ibn El-Aç, atteignit le Maroc en 62, 681 de J.-C., avec Oqba Ibn Nafi El-Fihri et vers 92 de l'Hégire, 710 de J.-C., Mousa ben Noceir, après avoir poussé jusqu'au Sous, passait en Andalousie.

Avec l'arrivée des Arabes, il ne s'agissait plus de relations commerciales ni de pénétration économique, il ne s'agissait même pas de la conversion des populations en leur accordant les bénéfices de cette conversion, mais simplement d'exploiter les populations berbères, en les considérant, même si elles s'étaient converties à l'Islam, comme des vaincus, sur lesquels on prélevait un gros butin et que l'on écrasait sous le poids des impôts les plus vexatoires.



Rien ne permet de croire que la civilisation des Arabes convertisseurs fût plus avancée que celle des Berbères qu'ils voulaient convertir. Il est même probable que les restes de civilisations romaine et byzantine qui subsistaient encore au Maroc, surtout dans les villes, donnaient à une partie de la population une réelle supériorité sociale sur les Bédouins d'Oqba et de Mousa.

Il semble d'ailleurs évident que le pays devait être riche, ou tout au moins qu'il devait contenir des richesses, sinon les Arabes ne se seraient pas attardés à sa conquête.

On a souvent parlé de civilisation arabe et il s'est même formé une sorte de légende d'après laquelle les Berbères du Maroc auraient été, en même temps, convertis et civilisés par les Arabes. Cette conviction de la supériorité de race des Arabes, non seulement sur les Berbères, mais sur toutes les populations musulmanes en général, a été pendant longtemps la cause de lourdes erreurs et semble en provoquer encore aujourd'hui, dans les directives de certaines politiques.

On peut citer à l'appui de cette thèse, l'opinion autorisée d'un des principaux historiens musulmans, Ibn Khaldoun, qui cependant était Arabe et qui ne peut pas être accusé de parti-pris. Dans un chapitre intitulé : « Tout pays conquis par les Arabes est bientôt ruiné », il dit : « Voyez tous les pays que les Arabes ont conquis depuis les siècles les plus reculés, la civilisation en a disparu » et plus loin : « De nos jours, la Syrie est ruinée ; l'Ifrikiya et le Maghreb souffrent encore des dévastations commises par les Arabes. Au cinquième siècle de l'Hégire, les Beni Hilal et les Soleim y firent irruption et, pendant trois siècles, ils ont continué à s'acharner sur ces pays ; aussi la dévastation et la solitude y règnent encore. Avant cette invasion, toute la région qui s'étend depuis le pays des noirs jusqu'à la Méditerranée, était bien habitée... les traces d'une ancienne civilisation, les débris de monuments et d'édifices, les ruines de villes et de villages sont là pour l'attester ».

La lecture des Prolégomènes est d'ailleurs très instructive sous bien des rapports.

Il y a eu certainement une civilisation musulmane qui a brillé d'un réel éclat et dont tout le monde connaît l'incontestable rayonnement ; mais, il n'est pas exact de dire que cette civilisation soit arabe ; elle ne s'est, en effet, formée que par le contact des Arabes avec les vieilles civilisations de l'Égypte, de la Syrie, de la Perse, de la Grèce et des Indes : c'est en réalité la civilisation orientale, qui après s'être arabisée, s'est répandue au moyen de la diffusion de la religion musulmane et de la langue arabe.

Les Arabes ont pu, jusqu'à un certain point, se civiliser à ce contact, mais ce n'est pas d'eux qu'émane la civilisation qui a pris leur nom. Le rôle de l'élément arabe dans cette civilisation n'a pas été un rôle créateur, pas plus que celui de l'Islam lui-même : leur action s'est bornée à galvaniser, pour ainsi dire, de vieilles civilisations endormies, qui ont d'ailleurs failli, en se réveillant, étouffer l'Islam sous leurs idées philosophiques. Mais, lorsque les Arabes sont venus islamiser le Maroc, à la fin du premier siècle de l'Hégire, cette civilisation musulmane née de leur contact avec l'Orient n'existait pas encore et ce qui en est arrivé au Maroc, n'y est parvenu que plus tard par l'Andalousie. C'est donc l'Islam primitif, avec toute la sécheresse de son théisme intransigeant qui a été apporté au Maroc par les Arabes d'Oqba et de Mousa qui se considéraient comme le peuple de Dieu à qui les biens des infidèles qu'ils venaient convertir appartenaient de droit, on pourrait presque dire, par droit divin. Ils étaient avant tout pillards, besogneux et affamés de toutes les jouissances dont leur pays aride ne leur avait pas donné l'habitude. Le sentiment religieux se manifestait chez eux par celui de la domination et de la supériorité, que leur donnait à leur yeux la religion qu'ils apportaient, surtout pour en tirer profit. Quant au sentiment civilisateur, ils l'ignoraient totalement et,

loin d'apporter une civilisation nouvelle, ils ont plutôt achevé de détruire les restes des civilisations antérieures.

Contrairement à ce que j'avais cru pendant longtemps, il semble que l'occupation romaine a pénétré, assez profondément même, dans les tribus du Nord du Maroc qui étaient en dehors des grandes voies de communication. Les études de linguistique qui se poursuivent actuellement permettent, en effet, de retrouver dans un assez grand nombre de mots usités chez les Djebala, une origine latine bien caractérisée. Ces survivances dans la langue autorisent à penser que l'occupation romaine a été, dans ces tribus, effective et prolongée.

D'autre part, il est certain que la civilisation relative qui avait pu résulter de cette occupation avait peu profité à la masse de la population indigène, dont la soumission ne devait être que superficielle. La situation était très probablement analogue à ce qu'elle est encore aujourd'hui dans certaines régions du Maroc, c'est-à-dire que les tribus soumises, à proximité de celles qui ne l'étaient pas, se trouvaient exposées à des attaques et à des incursions contre lesquelles il fallait les défendre et qu'un esprit de révolte manifeste ou latent, selon les possibilités régnait dans la plupart des tribus, n'attendant qu'une occasion pour se manifester. En un mot, le désir d'une indépendance, même anarchique, restait pour l'ensemble des tribus berbères, le sentiment dominant et toute organisation sociale leur paraissait une servitude, sans doute parce qu'elles n'avaient jamais été organisées que pour être asservies, soit par les plus puissants parmi eux, soit par les étrangers, qui, les uns et les autres, vivaient à leurs dépens. L'organisation d'un pays n'est d'ailleurs possible qu'à la condition que le pays soit soumis en entier, de façon à en permettre l'administration pacifique et normale. Tant que cette soumission n'est pas complète, le pays tout entier se ressent de l'atmosphère de révolte qu'il est impossible de reléguer complètement dans les tribus dont l'insoumission est encore manifeste

et active. Il suffit, d'ailleurs, de relire l'histoire de l'occupation romaine au Maroc pour se rendre compte que, longtemps avant l'Islam, les tribus ont lutté pour leur indépendance et qu'elles ont toujours su profiter de toutes les circonstances pour essayer de la reprendre. Déjà, les rois indigènes, au dernier siècle avant J.-C., prenaient parti dans les luttes de Marius et de Scylla, de César et de Pompée, d'Octave et d'Antoine, et cherchaient à tirer le meilleur parti pour eux des divisions qui diminuaient la puissance romaine. L'arrivée du Christianisme, vers l'an 40, les persécutions, les schismes, furent pour les Berbères de nouveaux prétextes de se soulever. Il paraît certain que le mouvement de migration des Berbères du S.-E vers le N.-O, qui a été signalé souvent, se produisait déjà à cette époque et que les tribus poussées les unes par les autres, profitaient de toutes les occasions pour chercher à envahir les contrées colonisées. On dit même que sous le règne de Marc Aurèle, à la fin du deuxième siècle, les Maziques et les Baquates du Rif auraient passé en Espagne. D'après Julius Capitolinus, cité par Mercier dans son *Histoire de l'Afrique septentrionale*, « ni les garnisons romaines, ni le détroit de Gadès, n'empêchèrent les hordes de l'Atlas de prendre l'offensive, de pénétrer en Europe et de ravager une grande partie de l'Espagne. Les proconsuls d'Afrique luttaient, pour ainsi dire, sans relâche contre les invasions des indigènes et Rome, loin d'envahir, se trouvait heureuse de préserver ses frontières ».

Au cinquième siècle, les Vandales détruisaient presque complètement la puissance romaine en Afrique et les Berbères profitaient naturellement de cette lutte entre les envahisseurs pour chercher à reconstituer leur nationalité.

Les persécutions des Vandales ariens contre les Catholiques, vers 483, ont provoqué un soulèvement général des Berbères et, après quatre-vingts ans de luttes avec les troupes impériales et les indigènes, le dernier roi vandale Gélimer était fait prisonnier par Bélisaire : le royaume des Vandales disparaissait.

Le Maroc semble, d'ailleurs, leur avoir en grande partie échappé et être resté avec les deux autres Maurétanies, au moins sous l'autorité nominale de Byzance. En réalité, plus que dans le reste de l'Afrique, ces Berbères y avaient repris possession de leurs territoires et l'occupation byzantine se réduisait, très probablement, à quelques points du littoral : quoi qu'il en soit, on ne sait rien sur les établissements byzantins qui pouvaient subsister encore dans l'intérieur du pays. Mais les tribus berbères, si elles étaient arrivées à détruire, en partie, l'œuvre colonisatrice qui, à travers les siècles, s'était faite dans leur pays, ne l'avaient remplacée par aucune organisation nouvelle. Sans doute, les droits des indigènes n'avaient pas été respectés, la colonisation avait été faite au détriment des populations qui, après avoir été dépouillées, avaient été réduites à un état voisin de la servitude non seulement par les étrangers, mais par les plus puissants ou les plus habiles des Berbères qui avaient su profiter des circonstances. Il était résulté de tout cela bien des haines et comme, d'autre part, de nombreuses tribus échappaient à la domination étrangère et restaient insoumises, l'œuvre de colonisation restait précaire et toujours exposée à des révoltes et aux pillages qui en étaient la conséquence.

L'invasion des Vandales d'abord, la disparition de leur royaume ensuite, et l'affaiblissement de l'Empire, avaient facilité le travail d'émancipation et de reconquête des Berbères. Mais l'anarchie qui en était résulté avait excité les ambitions et les appétits des Visigoths d'Espagne, qui avaient espéré, grâce aux Juifs de la Péninsule, exploiter les richesses naturelles du Maroc et, peut-être même, le conquérir. Nous avons vu que de leur côté les Juifs des deux pays avaient cherché à tourner ce mouvement judéo-berbère contre les Visigoths et qu'il en résulta des massacres de Juifs en Espagne. Il est assez difficile de s'y retrouver dans toutes ces intrigues d'intérêts contradictoires, sur lesquelles on a des renseignements historiques assez imprécis

mais il n'est pas douteux que lorsque les Arabes, apportant avec eux l'Islam, arrivèrent au Maroc, ils trouvèrent des tribus cherchant toutes à profiter, les unes aux dépens des autres, de l'indépendance qu'elles venaient de reconquérir sans grand effort sur un pouvoir qui s'effondrait tout seul ; leur tâche de convertisseurs leur fut, jusqu'à un certain point, facilitée par le besoin des populations de trouver une force ou une croyance, dont chacun pourrait espérer profiter au détriment des autres. Cela ne veut pas dire que le côté exclusivement religieux de la nouvelle croyance intéressât particulièrement les Berbères. Pour les uns, c'était un espoir d'échapper aux exactions, tandis que les autres y voyaient un moyen de consacrer ces exactions, au nom d'un principe supérieur. Il semble bien que les Arabes eux-mêmes comprenaient l'Islam sous cette dernière forme. « Quand les Arabes subjuguent un peuple, dit Ibn Khaldoun, ils ne pensent qu'à s'enrichir en dépouillant les vaincus : jamais ils n'essayaient de leur donner une bonne administration ».

C'est cette tendance à utiliser les prescriptions religieuses pour satisfaire des appétits immédiats et exclusivement temporels que je voulais mettre en lumière, pour en finir avec les rêves islamiques qui n'ont jamais existé que chez de très rares exceptions et chez les romanciers.

Les Arabes ne sont pas venus au Maroc en apôtres et ils ne voyaient certainement, eux-mêmes, dans la religion nouvelle qu'ils apportaient, que les droits que leur donnait la conviction de leur supériorité musulmane. Tout leur était dû au nom de cette Vérité qui leur avait été révélée et qu'ils ne comprenaient d'ailleurs pas, le plus souvent.

D'un côté cette conviction naïve, que nous retrouvons encore, a peut-être fait leur force en leur donnant en eux-mêmes une confiance basée sur une sorte de pouvoir surnaturel. Par contre, elle a failli compromettre irrémédiablement leur œuvre en provoquant chez les Berbères des soulèvements et des révoltes.

Cependant, l'idée musulmane avait pénétré dans les populations marocaines et ceux-là mêmes qui, comme Meïçara, en 123 de l'hégire, se révoltaient contre la tyrannie arabe et l'obligation de payer au Calife des tributs vexatoires qui comprenaient même des femmes, ne rejetaient pas l'Islam lui-même, mais suivaient les doctrines kharedjites qui leur permettaient de rester musulmans, tout en se gouvernant eux-mêmes. Le particularisme berbère se manifestait et il avait trouvé un moyen d'échapper à la domination étrangère, tout en conservant la supériorité musulmane et ses avantages.

D'autres, comme les Berghouata, avaient trouvé mieux encore et Çalih ben Tarif le Berghouati s'était appliqué à lui-même le principe de la révélation et s'était constitué le Prophète des Berbères : c'est-à-dire qu'il avait complètement berbérisé l'Islam à son profit.

L'Imamat de Moulay Idris n'était peut-être pas lui-même tout à fait orthodoxe ; Idris, en effet, était Alide et le titre d'Imam, qu'il portait uniquement, était surtout employé par les Chiites, partisans des descendants d'Ali ; de plus, Wadih, le maître de poste d'Égypte, qui facilita sa fuite pour le Maroc, après la défaite des Alides par les Abbasides, était lui-même Chiite. Quoiqu'il en soit, sa proclamation cachait, sous une apparence religieuse un but politique et il s'agissait pour ceux qui le proclamaient, d'acquérir grâce à la noblesse de son origine, une situation prépondérante sur les autres tribus et de les réduire à une vassalité productive. Les abus ont provoqué la révolte du Zénète Aboul'-Afiya El-Miknasi et le renversement des Idrisites. Plus tard, l'invasion des Almoravides du Sahara prenait également le prétexte de rétablir la religion orthodoxe pour conquérir le pays et s'emparer des biens des Kharedjites et des autres schismatiques, considérés comme des infidèles. C'est également sous un prétexte religieux que s'est produite la réaction des Almohades et l'on peut dire que depuis l'arrivée des premiers Arabes

convertisseurs, l'Islam sous ses différentes formes, a toujours servi de prétexte à d'autres convertisseurs successifs, pour prélever des impôts et faire payer des tributs.

C'est sous les Almohades seulement, au sixième siècle de l'Hégire (xii<sup>e</sup> siècle de J.-C.), que s'est terminée réellement la première période de l'Islam au Maroc, c'est-à-dire la période de conversions et de conquêtes et que l'unité religieuse et l'unité politique du Maroc ont été achevées.

L'Empire des Almohades s'étendait en Afrique de Gabès à l'oued Noun et sur toute l'Espagne musulmane. Le fondateur de cette dynastie, Mohammed Ibn Toumart, qui avait pris le nom d'*El-Mahdi*, était peut-être plus qu'un rénovateur de l'Islam. Sans en prendre le titre, c'était presque un nouveau Prophète, et s'il ne fonda pas, à proprement parler, une religion nouvelle, il institua, cependant, une nouvelle communauté musulmane, dont il était l'Imam et qui se composait des seuls Almohades. Tous ceux qui n'appartenaient pas à cette communauté étaient considérés comme des infidèles et traités comme tels, c'est-à-dire qu'il était obligatoire de les combattre, méritoire de les tuer et que leurs biens étaient confisqués au profit de la nouvelle communauté. C'est sous la dynastie almohade que l'on voit, pour la première fois, apparaître chez les souverains du Maroc les prétentions au Califat.

Les Fatimides d'Égypte venaient d'être renversés par Saladin ; le Califat Abbaside de Bagdad était, en réalité, entre les mains des Turcs Saldjouqides depuis un siècle, le Califat de Cordoue avait depuis longtemps, disparu avec les Oméïades d'Espagne et le titre califien d'Émir El-Moumenin, n'était plus porté que par quelques-uns des petits souverains andalous appelés « Moulouk Et-Touaïf » ; mais ce titre, purement honorifique, ne correspondait à aucune autorité religieuse ni temporelle.

D'autre part, le Mahdi des Almohades Mahommed Ibn Tou-



mart avait, comme nous l'avons vu, créé une nouvelle communauté musulmane dont il était l'Imam, il ne pouvait donc admettre l'autorité spirituelle de personne, mais il ne pouvait pas non plus, en qualité de Mahdi, se reconnaître comme le Calife, de qui que ce soit; il avait, en réalité, fondé un véritable Islam berbère d'Occident, complètement indépendant de l'autre et qu'il considérait même comme le seul véritable. Ce n'est que son successeur, Abdelmoumen ben Ali, qui prit le titre de Calife, mais avec le sens véritable de Calife du Mahdi, plutôt qu'avec celui de Calife du Prophète. Quoiqu'il en soit, le Califat d'Occident se trouvait effectivement rétabli, du fait de la force matérielle des Almohades. Ce Califat berbère d'Occident a même failli s'étendre en Orient et se substituer à celui de Bagdad.

En 1190, Saladin écrivit à Yacoub El-Mançour pour lui demander son appui contre les troupes de Philippe-Auguste et de Richard-Cœur-de-Lion qui assiégeaient Saint-Jean d'Acre.

Cette tentative n'eut pas de suite, mais après la prise de Bagdad par le Sultan mongol Houlagou, en 1258, le Chérif de la Mekke, Mohammed Abou Nomaï, mit les villes saintes sous la protection du Hafçide de Tunis El-Moustançir et lui délégua le Califat d'Orient.

El-Moustançir avait déjà relevé pour son compte le titre de Calife que s'attribuaient les Almohades et que les réformes malencontreuses d'un de leurs derniers souverains, Abou'l Ola Idris El-Mamoun, vers 1230, avaient fortement compromis : de telle sorte que, pendant un moment, les deux Califats furent réunis sur la tête d'un Hafçide, c'est-à-dire d'un Berbère de la tribu des Hintata du Maroc.

Tous ces événements sont entourés de circonstances qui les rendent particulièrement intéressants. Aboul'Ola Idris El-Mamoun est le dernier Almohade qui ait régné en Espagne. Il se trouvait à Séville lorsqu'il fut proclamé au Maroc par certaines tribus et obtint du roi de Castille, Ferdinand III, douze

mille cavaliers chrétiens pour appuyer ses prétentions. En échange El-Mamoun remit à Ferdinand dix forteresses en Espagne et, de plus, il s'engagea à construire au Maroc, pour les troupes chrétiennes, une église où il serait permis de sonner les cloches : il s'engageait, en outre, à ne pas laisser les soldats chrétiens se convertir à l'Islam et à permettre, au contraire, aux musulmans de se faire chrétiens. Non content de ces mesures qui devaient déjà nuire beaucoup à sa popularité au Maroc, El-Mamoun ordonna la suppression du nom du Madhi sur les monnaies et dans la prière du vendredi, ainsi que la partie de l'appel à la prière, faite en *langue berbère*, en l'honneur de même Mahdi. En un mot, il niait la mission de Mohammed Ibn Toumart, sur laquelle était établie la communauté religieuse des Almohades et alla jusqu'à dire que Jésus était le seul véritable Madhi, ce qui est d'ailleurs conforme à la doctrine musulmane. Cependant, des auteurs chrétiens ont voulu voir dans l'attitude d'El-Mamoun une tendance à favoriser le développement du Christianisme dans ses États et sont même allés jusqu'à dire qu'il était, lui-même, secrètement chrétien. Sans doute, El-Mamoun, qui était marié à une chrétienne, pouvait avoir pour les Chrétiens une certaine indulgence, mais, en réalité, les concessions qu'il leur faisait étaient surtout causées par le besoin qu'il avait de les ménager pour avoir leur concours. D'autre part, ces concessions ont permis à l'Émir Hafçide de Tunis, El-Moustançir, de prendre le titre de Calife.

Le prestige de ce Hafçide dans l'Islam a encore grandi du fait que c'est sous son règne que Saint-Louis a fait la huitième et dernière croisade, qui était dirigée contre Tunis. On sait que le roi de France mourut à Carthage et que le Calife Hafçide El-Moustançir, contre qui était dirigée cette expédition, profita de la mort du Roi pour obtenir le départ de l'armée chrétienne, moyennant une forte somme d'argent. El-Moustançir sut représenter la mort de Saint-Louis et la transaction qui la suivit comme un triomphe

personnel et fut considéré comme le sauveur de l'Islam. Ces événements se passaient en 1270. C'est certainement à cette réputation habilement conquise et qui rendit son nom illustre dans tout l'Islam, que le Calife Hafçide de Tunis a dû de se voir confier, par le chérif de la Mekke, la garde des villes saintes et de recevoir de lui la délégation du Califat de Badgad qui avait été détruit, douze ans auparavant par le Mongol Houlagou. Tout Berbère qu'il fût, El-Moustançir était considéré comme le seul souverain musulman assez puissant pour protéger l'Islam.

On peut remarquer, en passant, que le Chérif de la Mekke Abou Nomaï, qui dans l'espoir de décider le Hafçide de Tunis à défendre les villes saintes contre les Mongols, lui délégua le Califat du Prophète, est l'ancêtre du roi de la Mekke El-Hossein, qui dernièrement, devant la disparition du Califat de Constantinople, essaya de restaurer le Califat arabe en se faisant lui-même proclamer Calife par ses fils. Mais la force matérielle manquait à cette tentative qui eut pour résultat le soulèvement des Wahabites et la prise de la Mekke par leur roi Ibn Saoud. Ainsi malgré son origine chérifienne incontestable, malgré la royauté de la Mekke qu'il possédait et malgré son très grand désir, le Chérif El-Hossein se trouvait dans l'impossibilité de restaurer pour lui-même le Califat, parce qu'il n'avait que des droits spirituels, mais qu'il ne disposait pas d'une puissance matérielle lui permettant de s'imposer et, surtout, de constituer pour l'indépendance de l'Islam une défense et un appui.

Nous sommes donc bien loin des principes qui règlent l'accession au Califat et il est manifeste que les choses humaines sont, avant tout, une question de fait, de possibilité, d'opportunité. Le titre de Calife était considéré comme l'incarnation de la puissance musulmane, il fallait donc, avant tout, qu'il fût fort. Devant les attaques des Chrétiens en Orient, Saladin, qui avait reçu du Calife de Bagdad les Sultanats de Syrie et d'Égypte, n'hésitait pas à demander l'appui d'un Calife berbère; devant

l'invasion des Mongols et l'effondrement du Califat de Bagdad, le Chérif de la Mekke déléguait lui-même le Califat des Abbasides à un autre Berbère. Il n'était donc plus nécessaire d'être Koreichite, ni même Arabe pour être Calife, il s'agissait simplement d'être fort.

La deuxième période de l'Islam au Maroc, celle de l'organisation administrative des territoires et islamisés, commencée sous les Almohades se termine avec eux. Cette organisation avait été ce qu'elle pouvait être avec des tribus dont la soumission effective était encore assez précaire. Un des principaux actes administratifs fut le mesurage sur l'ordre d'Abdelmoumen ben Ali, de tous les territoires soumis aux Almohades, depuis Gabès jusqu'à l'oued Noun, pour la perception de l'impôt foncier du Kharadj.

Avec les Mérinides on arrive à la troisième période, c'est-à-dire à celle de la lutte contre la Chrétienté pour la défense du territoire.

L'Espagne musulmane était déjà entièrement reconquise, sauf le royaume de Grenade qui s'est maintenu jusqu'en 1492 sous le règne de Moulay Saïd El-Ouattasi. Dès 1415, les Portugais s'emparaient de Ceuta, puis d'El-Qçar Eç-Ceghir, d'Arzila, de Tanger ; ils fondent Mazagan, puis ils occupent Safi, Agadir, Azemmour, En 1496, les Espagnols s'emparaient de Melilla, puis du Peñon de Badis.

Les Mérinides, très divisés entre eux, hésitaient à lancer une proclamation de guerre sainte qui, d'une part, aurait jeté sur les contrées les plus riches et sur les villes, les populations sauvages des montagnes et du désert et qui, d'autre part, risquait de mettre en avant un prétendant énergique qui profiterait de ce mouvement de fanatisme pour renverser la dynastie. Ils se contentèrent donc, pour préparer cette guerre sainte qu'ils voulaient éviter, de profiter des circonstances pour faire aux biens habous de nombreux emprunts, « mais à ne pas rendre », comme dit Léon l'Africain.

Pour calmer les esprits qui commençaient à s'exciter, les Mérinides firent même établir, par des savants, des consultations, dont une des plus connues est celle du faqih Abdallah El-Abdousi, prédicateur à Qaraouiyyin et d'après laquelle si une partie du territoire de l'Islam est occupée par les infidèles, elle ne devient pas de ce fait territoire de guerre, tant que les pratiques musulmanes ou une partie de ces pratiques y subsistent.

Mais cette tentative d'apaisement et cet appel à la tolérance échouèrent devant l'action des Zaouïas. Elles s'étaient formées sous les dynasties des Almoravides et des Almohades, autour des Chaikhs qui avaient rapporté d'Orient les doctrines mystiques du Çoufisme. L'enseignement de ces doctrines, de nature à fanatiser les populations, s'était maintenu dans les Zaouïas tant que le pouvoir était fort ; il se répandit en dehors devant la faiblesse de ce pouvoir pour combattre l'invasion et de nombreux prédicateurs parcoururent les tribus, excitant les populations à la guerre sainte.

Il arriva que ce les Mérinides auraient voulu éviter : un saint homme du Drâa, Mohammed El-Qaïm bi Amrillah, fut proclamé Émir de guerre sainte d'abord, Émir El-Moumenin, après ses premiers succès.

Ce personnage prétendait descendre de Mohammed Nefs Ez-Zakiya, frère de Moulay Idris ; il était donc, si ce n'est authentiquement Chérif, au moins considéré comme tel et, devant la menace d'invasion du territoire de l'Islam, les Berbères eux-mêmes, abandonnant momentanément leur particularisme, étaient heureux de se mettre sous la protection d'un descendant du Prophète. C'est d'ailleurs de cette époque que date ce que l'on peut appeler le Chérifisme, qui a poussé tous les descendants des Chaikhs de Zaouïas à s'attribuer des généalogies chérifiennes, les faisant descendre du Prophète.

En réalité, il y a eu à ce moment de la part de l'Islam d'Occident qui, chassé d'Espagne, se sentait menacé au Maroc, un be-

soin de recourir à l'intercession du Prophète, par l'intermédiaire de ses descendants, dont la présence devait sanctifier le sol marocain et le rendre inaccessible aux infidèles. Ce sentiment s'est prolongé jusqu'à nos jours, surtout dans les tribus des Djebala et chez les Berbères. C'est ainsi qu'à la dynastie Saadienne, fondée par El-Qaïm bi Amrillah a succédé la dynastie, également chérifienne, des Alaouites, malgré la tentative de restauration berbère tentée par les Cenhadja de la Zaouïa de Dila entre ces deux dynasties. Sans doute, les réalités présentes qui s'imposent ont pu diminuer cette confiance dans une sorte d'intervention surnaturelle, mais la foi traditionnelle dans cette intervention peut, cependant, être encore exploitée par ceux qui cherchent à exciter le sentiment nationaliste des populations et à l'exploiter au profit d'intérêts économiques ou financiers.

Presqu'en même temps que l'avènement des Saadiens, un événement important s'était produit dans l'Afrique du Nord, qui modifiait la situation de l'Islam d'Occident. En 1517, les Turcs s'étaient emparés du pays d'Alger. Les deux empires musulmans d'Orient et d'Occident entraient, du fait même, en contact et les ambitions du Sultan de Constantinople n'allaient pas tarder à causer entre eux des conflits. Dès 1552, Soliman le Magnifique envoya une ambassade au Saadien Mohammed Chaikh El-Mahdi, pour fixer les frontières des possessions turques et du Maroc : c'était demander au Souverain du Maroc de renoncer, en faveur des Turcs, à toutes ses prétentions sur l'ancien Empire des Almohades. Le Saadien répondit par la menace de conquérir les États de Soliman et il en résulta que les Turcs prêtèrent leur appui au dernier Mérinide Abou Hassoun El-Ouattasi, en 1554, et qu'à la fin de 1557, Soliman fit assassiner le Saadien Mohammed Chaikh El-Madhi, dont la tête fut envoyée à Constantinople.

Les Turcs occupaient Badis dans le Rif : El-Hassan, fils de Khair Ed-Din, qui s'y trouvait, se mit en marche sur Fès au

commencement de 1558. Le fils et successeur de Mohammed Chaikh, Abdallah El-Ghalib Billah, alla à sa rencontre et le battit sur l'oued El-Leben.

Cet échec n'empêcha pas les Turcs de continuer leurs tentatives sur le Maroc ; elles étaient, d'ailleurs, facilitées par les luttes entre eux des Saadiens. A la mort d'El-Ghalib Billah, ses deux frères Abdelmalek et Ahmed, d'une part, son fils, Mohammed de l'autre, se disputaient le trône du Maroc. Oubliant que son père Mohammed Chaikh avait été assassiné par l'ordre de Soliman, Abdelmalek alla, avec sa mère, à Constantinople, implorer le secours du Sultan Amurat contre son neveu Mohammed ; celui-ci demanda l'appui du roi Sébastien de Portugal.

Le 4 août 1578, près du confluent de l'oued El-Mkhazen et du Lekkous, les deux armées se rencontrèrent : d'un côté, le Sultan Abdelmalek et son frère Ahmed, avec les contingents marocains fanatisés par les Chaikhs des Zaouïas, dont plusieurs prirent part à la bataille, et le concours des troupes turques sous le commandement du renégat turc Redouan ; de l'autre, leur neveu Mohammed avec le roi Sébastien qui avait amené la noblesse portugaise et des troupes composées de mercenaires de tous les pays.

On sait le reste : Sébastien et son allié Mohammed furent tués, les Portugais décimés, et le Sultan Abdelmalek mourut dans sa litière pendant la bataille, empoisonné, dit la Nozhat El-Hadi, par Redouan qui espérait profiter de la victoire pour marcher sur Fès, avec les troupes turques qu'il commandait ; mais il avait compté sans le nationalisme des tribus et sans l'habileté de Moulay Ahmed, frère d'Abdelmalek, qui abandonna à ses troupes le butin considérable qui venait d'être fait et fut proclamé par elles, sur le champ de bataille, sous le nom d'El-Mançour, le Victorieux. Il est même probable que Redouan a été tué sur les ordres de Moulay Ahmed : son tombeau se trouve, en effet, à El-Qçar. Quoiqu'il en soit, l'enthousiasme provoqué

par la victoire fit échouer les prétentions que les Turcs pouvaient avoir. On peut donc dire que la bataille de l'oued El-Mhkazen n'a pas été seulement une grande victoire de l'Islam sur la Chrétienté, mais, également, une affirmation de l'indépendance des Saadiens vis-à-vis des Turcs. C'est à partir de ce moment que le Maroc entre réellement dans la politique européenne. Depuis longtemps des relations commerciales existaient entre le Maroc et plusieurs pays européens : Gênes, Venise, Livourne, Pise, Marseille, Majorque, les ports de Sicile, et d'Espagne trafiquaient avec les ports marocains.

De véritables traités d'alliance avaient même été conclus entre les Souverains chrétiens d'Espagne et les Sultans du Maroc, à l'époque où l'Espagne n'était pas encore complètement évacuée par les Musulmans et où la souveraineté des derniers Émirats d'Andalousie s'étendait encore sur quelques points du Maroc.

En 1274, le Mérinide Abou Yousouf-Yacoub obtient de Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Aragon, dix navires et cinq cents chevaliers, pour l'aider à prendre Ceuta qui était entre les mains du roi de Grenade. C'est certainement de cette époque où des souverains musulmans obtinrent le concours de rois chrétiens contre d'autres souverains musulmans, que datent toutes ces consultations de juristes, d'après lesquels les alliances entre Chrétiens et Musulmans sont interdites, si ce n'est contre les Chrétiens cependant. Ceux que le secours des Chrétiens accordé à leurs adversaires pouvaient gêner trouvèrent facilement des interprétations de la loi qui rendaient ces alliances criminelles au premier chef. Il s'était produit, pendant les derniers temps de l'occupation musulmane de l'Andalousie, de fréquents rapprochements entre Chrétiens et Musulmans, pour satisfaire les ambitions des uns et des autres. L'Islam, repoussé vers le Maroc d'abord, puis menacé par la Chrétienté jusque dans ce dernier refuge, se ramassait forcément sur lui-même et les docteurs décrétaient que toute alliance avec les infidèles, si ce n'est contre d'autres infidèles,



était un acte anti musulman. Il s'agissait, en réalité, d'empêcher qu'il y ait aucune fissure dans le bloc musulman et qu'il puisse être pénétré, sous prétexte de secours apportés aux prétendants qui se disputaient l'Empire. La victoire de l'oued El-Mhkazen rendit à l'Islam d'Occident un prestige égal à celui qu'il avait eu aux plus belles époques des Almohades.

Sans doute, son territoire était moins étendu ; mais, d'autre part, les Saadiens avaient établi leur indépendance vis-à-vis du Calife d'Orient, dont les possessions d'Afrique étaient pour eux une menace et, de plus, cette indépendance était reconnue par les puissances européennes qui recherchaient leur alliance les unes contre les autres et pour faire contre-poids au Sultan de Constantinople. On peut dire que l'Empire du Maroc, tel que nous l'avons trouvé, date de la bataille de l'oued El-Mkhazen, et le souvenir de cette victoire musulmane reste encore très vivace, surtout chez les populations du Nord marocain, comme un encouragement et comme un espoir.

Ce qui se passe actuellement dans cette même région, n'est évidemment pas fait pour diminuer ces sentiments dans la masse. Les chefs, qui sont au courant des événements du dehors et qui se rendent compte des évolutions de l'Islam, cherchent à tirer profit de cette situation nouvelle. De même que le peuple s'exagère la puissance traditionnelle de l'Islam, les dirigeants s'exagèrent peut-être les possibilités du modernisme que peut leur procurer son évolution. Beaucoup n'ont vu dans la chute du Califat de Constantinople que la possibilité d'une décentralisation économique. Leur avidité native a été excitée par les bénéfices que peuvent leur faire espérer les tractations avec des groupes financiers : ils ne rêvent plus que constitutions de sociétés, ouvertures de crédit, possibilité de tirer des chèques et, surtout, d'en toucher.

Nous avons vu que, dès son arrivée au Maroc, l'Islam a été utilisé au point de vue pratique et je disais déjà, l'année der-

nière, que la question d'argent, pour appeler les choses par leur nom, avait joué un grand rôle dans l'Islamisation. Ce côté matériel et positif n'a jamais été oublié et on peut le suivre à travers toutes les périodes de l'histoire marocaine et sous les différentes dynasties.

Cependant, jusqu'à présent, le point de vue purement islamique semblait, au moins en apparence, l'emporter sur tous les autres. La grandeur de l'Islam servait toujours de prétexte pour abriter les intérêts particuliers des souverains ou des prétendants. Aujourd'hui, le côté affaires s'avoue plus aisément et l'idéal uniquement religieux devient trop étroit. Il y a une tendance à le remplacer par un idéal national et économique plus pratique et plus souple. Si, comme autrefois, l'indépendance du territoire reste le rêve poursuivi, c'est peut-être moins que jadis par un sentiment religieux que par une sorte de poussée de patriotisme et, surtout, par le grand désir de profiter des richesses de ce territoire, dont la valeur est peut-être, d'ailleurs, exagérée par la manifestation des appétits étrangers qu'elles excitent. Le sol qui devait rester libre auparavant parce qu'il était musulman, doit aujourd'hui le rester également parce qu'il promet des richesses cachées et convoitées que l'on veut bien laisser exploiter par les autres, mais à la condition d'avoir sa large part dans les profits et d'en rester le maître.

La conclusion que l'on peut tirer de cet exposé, que je n'ai, malheureusement, pas su débarrasser d'une certaine confusion, c'est que, depuis notre arrivée au Maroc et, plus particulièrement pendant l'année qui se termine, le sentiment musulman s'est modifié.

De même que l'Islam, dès son apparition, avait subi l'empreinte des vieilles civilisations qu'il pénétrait, de même aujourd'hui il subit l'empreinte de la civilisation moderne qui le pénètre.

Les effets varient naturellement selon le degré auquel la civi-

lisation musulmane était parvenue dans les différents pays : la Turquie, plus avancée, est devenue une République ; je ne parle ni de l'Algérie, ni de la Tunisie, où l'œuvre française a déjà pu donner des résultats presque définitifs. Quant au Maroc, plus arriéré, formant un bloc moins compact, son manque d'uniformité a pu permettre à quelques-uns de vouloir exploiter l'exemple d'Angora. Ils ne se rendent pas compte de la différence qu'il y a entre un État déjà constitué, comme la Turquie, dirigé par des gens d'une réelle culture et un groupe de quelques tribus qui ont toujours vécu dans l'anarchie et dont la seule force consiste dans leurs montagnes improductives et dans l'obligatoire sobriété de leurs habitants.

En résumé, les modifications éprouvées par le sentiment musulman ne doivent pas avoir sur l'organisation politique du pays une influence hâtive et inconsidérée. Le Maroc doit rester un Empire et un seul Empire, malgré les formes différentes sous lesquelles le principe du Protectorat y est exercé. Il ne s'agit pas, évidemment d'empêcher les Marocains de progresser ; nous devons même, semble-t-il, les aider dans cette voie, mais en même temps les y diriger en modérant quelquefois des tendances à une précipitation qui pourrait tout compromettre. Le rôle de Contrôleur Civil ou d'Officier des Renseignements n'est pas, à mon avis, uniquement administratif ; je ne dis pas qu'il soit nécessaire d'aller jusqu'à l'apostolat, mais il y a, incontestablement, à remplir un rôle d'éducateur discret et renseigné qui donne un très haut intérêt à des fonctions qui, sans cela, risqueraient d'être quelquefois fastidieuses. Le rôle est délicat, c'est ce qui en fait la valeur. On est, en effet, souvent pris entre les deux tendances qui, de plus en plus, partagent le pays ; l'une, routinière et quelque peu hostile, qui arrive à nous reprocher de détruire les traditions et de vouloir imposer des innovations plus ou moins sacrilèges ; l'autre, au contraire, trop pressée et qui semble nous en vouloir de gêner les jeunes aspirations et

de ne pas faire table rase de toutes les vieilles institutions.

Heureusement, et vous le savez mieux que moi, il est presque toujours facile d'arriver à découvrir, sous les théories pompeusement exposées, le petit intérêt particulier qui fait effectivement agir. Là, je crois, est le secret : c'est de voir le côté pratique des choses à travers l'enveloppe religieuse ou politique dont on cherche à l'envelopper. En réalité, les Marocains sont des hommes comme les autres, mais ils dissimulent leurs pensées d'une façon différente de nous et qu'il faut apprendre par l'expérience et par le contact.

---